

Publication: Journal de Genève; Date: Jul 29, 1994; Section: None; Page: 2

**AFRIQUE CENTRALE** Alors que les Etats-Unis sont prêts à envoyer plusieurs milliers d'hommes participer aux opérations humanitaires

# «La France n'a aucun intérêt au Rwanda»

Gérard Prunier, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à Paris, est un des meilleurs spécialistes du Rwanda et de l'Afrique des Grands Lacs. Selon lui, les massacres commis dans la région sont avant tout d'origine idéologique et culturelle. Interview.

— Vous êtes très virulent à propos de l'opération «Turquoise» des troupes françaises, en disant que «réellement intervenir, cela aurait voulu dire retrousser ses manches et entrer dans le bourbier rwandais après une analyse politique et avec un agenda politique». La France a-t-elle tant à se reprocher?

— Le président François Mitterrand a décidé de mettre sur pied l'opération «Turquoise» le 14 juin lors d'une réunion interministérielle, car la veille, Nelson Mandela avait dit: «Si personne ne fait rien, moi j'y vais!» Paris l'a interprété comme un signal très menaçant: la pieuvre anglo-saxonne allait à nouveau s'emparer de nos chers pays francophones. Or cela faisait deux mois que les Rwandais s'entre-tuaient, et soudain, pour la France, cela devenait «une question d'heures»? De qui se moque-t-on? L'opinion publique n'a pas été dupe. C'est la fameuse parole de Lincoln: «On peut prendre une partie de la population pour des imbéciles tout le temps, on peut prendre la totalité de la population pour des imbéciles une partie du temps, mais on ne peut pas prendre toute la population pour des imbéciles tout le temps!» Or c'est exactement ce qu'ont fait tant François Mitterrand qu'Alain Juppé (ndlr, ministre français des Affaires étrangères). Cela s'appelle de la récupération politique.

Sur le plan opérationnel, l'état-major de crise mis sur pied par le Gouvernement français voulait, dans un premier temps, entrer par Gisenyi, ce qui aurait assurément poussé les troupes françaises à affronter les combattants du Front patriotique rwandais (FPR). Finalement, les troupes françaises sont rentrées par le Sud et Gyangugu.

L'ignorance des problèmes rwandais ajoutée à la paresse intellectuelle des dirigeants français en dit long sur le processus décisionnel du gouvernement. L'arrogance de la fonction publique française est alarmante: la fonction rend compétent, donc vous savez parce que vous avez telle fonction. C'est terrifiant, car les sciences humaines ne sont pas les mathématiques: lorsque les experts disparaissent, une grande partie de l'expertise les suit dans la tombe. Il y a d'ailleurs eu une coupure épistémologique dans l'africanisme avec la fin de la colonisation. On a rejeté les experts de cette époque, et leurs successeurs ont acquis très peu de savoir opérationnel. Toute une expérience a été perdue.

— Au-delà de l'aspect humanitaire de l'intervention française, quelle est sa motivation profonde?

— La France n'a aucun intérêt à défendre au Rwanda. Outre le fait que ce soit un beau pays, il n'y a rien qui puisse justifier un tel interventionnisme, ni sur le plan économique, ni sur le plan stratégique. La politique n'est d'ailleurs pas faite sur des bases rationnelles. Vu de Paris, tout ce qui concerne le Rwanda relève du fantasme. Ainsi de l'affrontement entre Anglais et Français en Afrique. En réalité, la France souffre d'un complexe de grande puissance déchu. Lorsque le FPR est entré au Rwanda en octobre 1990, cela a été décrit comme une «invasion anglo-saxonne». Le président ougandais Museveni m'a dit: «Pensez-vous que je décroche systématiquement mon téléphone pour demander des ordres à Londres?»

Les Anglais ont réussi à évacuer leurs anciennes colonies de leurs préoccupations, au contraire des Français qui n'arrivent pas à rompre avec leurs anciens protégés, sous le thème de «Je te quitte, mais je reviens!». Si c'était une pièce de théâtre, les spectateurs seraient partis depuis longtemps! La relation entre le pouvoir français et les chefs d'Etat francophones est psycho-pathologique. Paris rêve encore à son Empire. C'est pathétique.

Quant à l'attitude des Etats-Unis, elle n'est pas plus glorieuse. J'étais à Washington la dernière semaine d'avril, c'est-à-dire en plein milieu des massacres. Un responsable de l'Afrique centrale au Département d'Etat m'a dit que Washington ne voulait pas entendre parler du Rwanda. L'Empire du Mal est mort, donc les Américains retrouvent leur réflexe isolationniste. S'ils sont intervenus depuis, c'est parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de décevoir l'électorat noir aux Etats-Unis. Ils ne peuvent pas se moquer de la misère du monde au-delà d'un certain point...



L'ex-chef d'état-major des Forces armées rwandaises (FAR), le général Alfonso Bizimungu, qui s'est réfugié au Zaïre à l'instar de dizaines de milliers de Rwandais, est emmené à l'hôpital de Goma.

— Le FPR a lancé un appel au retour des réfugiés et à la réconciliation nationale. Sera-t-il massivement suivi, à votre avis?

— Les soldats de l'ex-armée gouvernementale ont démissionné le FPR, au sens propre. Si la Radio des Mille Collines cessait d'émettre, ce serait déjà un pas dans la bonne direction. La propagande radio décrit les combattants tutsis comme des gens ayant des queues, des cornes, des oreilles pointues, et des yeux rouges qui brillent dans l'obscurité. Ces caricatures trouvent leur origine dans une longue tradition idéologique qui commence au début de l'époque coloniale, lorsqu'on disait que les Tutsis étaient des êtres venus d'ailleurs.

La stratification sociale est restée très nette, et il y a eu relativement peu de mélanges entre les Hutus, plutôt petits, modestes, et les Tutsis, grands, aux traits plus fins. Lorsqu'il y a eu mélange, c'était des filles tutsies qui étaient données en mariage à des Hutus liés par des relations de clientélisme au grand lignage. Pour remercier le client, on lui donnait une fille à épouser. Dans la mesure où c'est une société patriarcale, les enfants restaient hutus.

Il y a donc beaucoup plus de Hutus ayant du sang tutsi et l'apparence tutsie que l'inverse. Il reste néanmoins de forts traits somatiques: le nez épâté des Hutus, celui aquilin des Tutsis. Les massacres se sont d'ailleurs faits au faciès: tous les gens à nez aquilin se sont fait décapiter...

L'urgence, en effet, c'est le retour des réfugiés chez eux. Le problème, c'est que la nouvelle équipe au pouvoir n'inspire aucune confiance à la majorité des Rwandais, tiraillés entre les deux discours, et qui ont tendance à croire davantage les anciennes autorités. Dans cette optique, le nouveau vice-président et ministre de la Défense Paul Kagame peut faire ce qu'il veut, il n'arrivera pas à changer radicalement les esprits. Dans le gouvernement actuel, il y a 70% de Hutus, or ils sont vus comme des collaborateurs.

— N'êtes-vous pas trop fataliste, et pessimiste?

— Je ne suis ni fataliste ni pessimiste, mais réaliste. C'est un pays surpeuplé: les massacres et le choléra représentent une forme violente de régulation ramenant la population à un niveau normal,

réduisant les risques d'affrontements et diminuant la pression sur les terres. Il ne faut pas oublier que les Hutus ont tué les Tutsis notamment pour récupérer leurs terres. Quand l'idéologie et la propagande ne cessent de répéter à la population qu'il faut éliminer les Tutsis, considérés comme des complices des «cafards» venant du nord, comme des Rwandais de deuxième catégorie, cela donne un génocide. Il y a une logique implacable dans ces massacres.

— Selon vous, existe-t-il un désir de vengeance chez les Tutsis?

— Les Tutsis en tant que tels n'existent pas. Il y a des groupes avec des expériences très diverses. Beaucoup de Tutsis sont des immigrants. Ceux qui étaient au Burundi et ceux qui étaient en Ouganda sont presque étrangers les uns aux autres. Leur vie n'a rien en commun. Même Paul Kagame, lorsqu'il était jeune, se considérait comme un Ougandais. Il y a toujours chez eux l'idée du retour sur la terre de leurs ancêtres, où ils seraient en sécurité. Or ils sont sortis de la poêle pour tomber dans le feu. En quelque sorte, les immigrants vont remplacer les morts. Et le génocide

a renforcé la main des extrémistes tutsis, qui disent à Kagame, qui est un homme de réconciliation: «Vous êtes fou, comment voulez-vous faire confiance aux Hutus?» Pour l'instant, Kagame tient les rênes du FPR, mais sa base sociologique est minoritaire. Les gens qui reviennent du Burundi, très remontés contre les extrémistes hutus, sont beaucoup plus nombreux que ceux qui reviennent de l'Ouganda.

— Le chef de délégation du CICR à Kigali, qui vient de rentrer, a parlé du «suicide d'une nation» à propos des massacres. Comment expliquez-vous cette folie meurtrière?

— Ce n'est pas de la folie meurtrière. C'est une action logique et coordonnée. Les tueurs ont mené une opération de nettoyage systématique. Toute l'idéologie construite depuis la période coloniale présentait les Tutsis comme des étrangers, des seigneurs. Le pouvoir des Tutsis sur les Hutus et la coupure entre deux identités contrastées était beaucoup plus forte à la fin de l'époque coloniale qu'au siècle dernier. Le rapport de suzerain à vassal a été exacerbé par les colonisateurs. Pour tout compliquer, les Belges ont renversé le rapport de force dans les années 50 en favorisant les Hutus, parce que les Tutsis, mieux éduqués, ont été les premiers à s'intéresser aux idées anticolonialistes.

De son côté, Mgr Perraudin, ancien vicaire apostolique de Kigali, a d'ailleurs joué un rôle terrible, notamment dans sa lettre de Carême de 1957, où il a dit: «Les Hutus doivent prendre ce qui est leur bien et qui leur revient, au besoin par la force». L'Eglise a un lourd passif, mais elle a beaucoup évolué.

— Y a-t-il un épauement possible de la violence au Rwanda?

— Je ne crois pas, même s'il y a des plantes qui fleurissent dans le désert. Il n'y a pas de fatalité historique. Pour changer de direction, il faut un changement des rapports de force. Dans le cas du Rwanda, il s'agit avant tout d'un problème idéologique et culturel. Loin d'affaiblir les stéréotypes, les gouvernements radicaux hutus ont renforcé cette propagande, avec une gradation subtile selon qu'ils s'adressaient aux illettrés, aux gens éduqués et aux intellectuels. Il faudrait maintenant démontrer patiemment la propagande et surtout prouver concrètement qu'une autre politique est possible. Ce sera le rôle du nouveau pouvoir. Mais le danger c'est que les conflits se communiquent au Burundi voisin et qu'une seconde catastrophe se produise...

Propos recueillis par  
Antoine Bosshard et  
Jérôme Koechin